

Index AI : PRE01/097/2011  
02 March 2011

## **Amnesty International demande au Pakistan de traduire en justice les meurtriers présumés du ministre des Minorités**

Amnesty International demande au gouvernement pakistanais de veiller à ce que les meurtriers présumés de Shahbaz Bhatti, le ministre des Minorités du pays, soient déférés à la justice.

Shahbaz Bhatti, seul chrétien du gouvernement et l'un des rares politiciens pakistanais de premier plan à avoir demandé que les controversées lois nationales relatives au blasphème soient modifiées, est mort mercredi 2 mars après que trois hommes armés eurent ouvert le feu sur sa voiture alors qu'il se rendait au travail, à Islamabad, la capitale.

« Le gouvernement pakistanais doit immédiatement traduire ces assassins en justice, dans le cadre d'une procédure qui soit conforme aux normes internationales. Le fait que des auteurs de violations échappent constamment à l'obligation de rendre des comptes affaiblit gravement l'état de droit au Pakistan », a déclaré Sam Zarifi, directeur du programme Asie-Pacifique d'Amnesty International.

Shahbaz Bhatti avait précédemment été menacé par des groupes opposés à un remaniement des lois relatives au blasphème.

Ce meurtre fait suite à celui – datant de janvier – de Salman Taseer, gouverneur de la province du Punjab, autre contempteur déclaré de ces lois.

« Ce genre de violations est favorisé par le climat d'impunité et d'irresponsabilité entretenu par le fait que le gouvernement n'honore pas ses obligations sur le plan des droits humains », a ajouté Sam Zarifi.

« Le gouvernement doit faire en sorte que les pratiques médicolégaux contestables ayant entaché certaines enquêtes par le passé, comme dans le cas du meurtre de Salman Taseer et de l'ancienne Premier ministre Benazir Bhutto, soient évitées. »

Les talibans du Pakistan auraient revendiqué le meurtre de Shahbaz Bhatti et déclaré à d'autres personnes ayant critiqué les lois relatives au blasphème qu'elles connaîtront le même sort.

Plusieurs adversaires de ces lois ont reçu des menaces de mort au cours des deux derniers mois.

Des membres de groupes religieux minoritaires ont dit à Amnesty International qu'ils étaient de plus en plus souvent la cible de menaces émanant de groupes extrémistes.

« C'est au bout du compte au gouvernement pakistanais qu'échoit la responsabilité de protéger les citoyens des violences commises par les groupes extrémistes. Le président Zardari et les forces de sécurité doivent renforcer la protection de tous les Pakistanais ayant demandé la réforme des lois nationales relatives au blasphème », a conclu Sam Zarifi.